














CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux d'aménagement des bureaux de la CMA
d'Angoulême (16)**

**Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine
Service Marchés Publics
46 Rue Général de Larminat
33000 Bordeaux**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux d'aménagement des bureaux de la CMA d'Angoulême (16)
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
4 - Assurances	6
5- Intervenants	6
5.1 Sous-traitance.....	6
5.2 Groupement d'opérateurs économiques.....	7
5.3 Maître d'œuvre et OPC	7
5.4 Bureau de contrôle et coordonnateur SPS.....	7
5.5 Etudes d'exécution.....	7
6 - Prix	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	8
6.2 - Modalités de variation des prix	8
6.3 - Répartition des dépenses communes.....	8
7 - Garanties Financières	9
8 - Avance	9
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	10
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants.....	10
10 - Délais d'exécution.....	11
10.1 Délais contractuels.....	11
10.2 Prolongation des délais contractuels.....	11
10.3 Mesures correctives.....	11
11- Modalités de communication entre les parties	11
12 - Clause de réexamen.....	12
13 - Protection des données à caractère personnel.....	13
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
15 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	14
Les conditions de préparation, coordination, exécution et achèvement des travaux sont détaillés au CCTP lot 00 "notice commune" du présent marché.	15
16 - Préparation - coordination et exécution des travaux	15
16.1 - Préparation et coordination des travaux.....	15
16.1.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	15
16.1.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	15
16.1.3 Réunion de chantier	15
16.2 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	15
16.3 - Etudes d'exécution.....	15
16.4 - Installation et organisation du chantier.....	15
17 - Achèvement du chantier.....	16
17.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
17.2 - Documents à fournir après exécution	16
18 - Réception.....	16
19 - Délai de garantie	16
20 - Pénalités	17

20.1 - Pénalités de retard.....	17
20.2 - Autres pénalités spécifiques	17
21 - Résiliation du contrat	18
21.1 - Conditions de résiliation	18
21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
22 - Règlement des litiges et langues	18
20 - Dérogations	19

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Travaux d'aménagement des bureaux de la CMA d'Angoulême (16)

La Chambre De Métiers Nouvelle Aquitaine acquière un immeuble de bureaux à R+3, dit bâtiment C, pour y installer les bureaux de la Chambre De Métiers d'Angoulême sur deux tiers de la surface mise à disposition.

Lieu(x) d'exécution : Ilot Renaudin - Bâtiment C, 16000 Angoulême

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	03.02 Plâtrerie - Faux plafonds
02	03.03 Revêtements souples
03	03.04 Peinture intérieure - Nettoyage de finition
04	03.05 Mobiliers cuisine

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) général et propre au lot concerné et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) (*)
- Le cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) en vigueur à la date de remise de l'acte d'engagement applicable aux marchés publics de travaux ;
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Le calendrier détaillé d'exécution

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), établie par le titulaire, est remise avec l'offre de prix figurant à l'acte d'engagement. Cette décomposition du prix global forfaitaire n'aura un caractère contractuel que pour les seuls prix d'unité, utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs, et ceci, dans les conditions précisées au présent CCAP.

3 - Durée et délais d'exécution

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 8 mois (dont période de préparation, soit 243 jours calendaires).

La durée d'exécution du marché commence à courir à la date de notification du marché jusqu'à la fin du délai de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service émis par le maître d'œuvre.

Les travaux seront exécutés conformément au calendrier d'exécution prévisionnel.
La date prévisionnelle de début des prestations est le 02/02/2026.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

Par dérogation à l'article 18.1 du CCAG Travaux, un seul et même ordre de service précise les dates de démarrage de la période de préparation et du délai d'exécution des travaux.

Période de préparation :

Conformément à l'article 28.1 du CCAG Travaux, une période de préparation de 2 mois est prévue. Le calendrier de réalisation des travaux sera affiné à l'issue de la période de préparation.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

4 - Assurances

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appeler en garantie le titulaire et/ou de rechercher sa responsabilité, pour les dommages causés aux tiers, y compris après la réception sans réserve des travaux.

Assurance de responsabilité civile décennale :

Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

5- Intervenants

5.1 Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs, en outre des pénalités prévues au présent document.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par le maître d'ouvrage, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

5.2 Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

5.3 Maître d'œuvre et OPC

Les missions de maîtrise d'œuvre et OPC sont assurées par :

SARL Faye Architectes & Associés
 10 allée Jean Dubuffet 33130 Bègles
 SIRET : 814 688 057 00037
 Courriel : agence@faye.archi
 Tél. : 06 32 50 77 81

5.4 Bureau de contrôle et coordonnateur SPS

Les missions de bureau de contrôle et coordination SPS sont confiées à la société :

Bureau Veritas Construction
 9 Bd de Bretagne
 16000 ANGOULEME

5.5 Etudes d'exécution

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par le titulaire.

PARTIE 2. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

La décomposition de ce prix est établie par le titulaire et sous son entière responsabilité.

Cette décomposition ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix d'unité servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service, pour l'application éventuelle de l'article 14 du CCAG-Travaux ;
- le montant des réfections pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, la décomposition du prix global et forfaitaire ne pourra servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans son offre finale. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = I(n) / I(o)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Le mois " n " est le mois de réalisation des prestations.
- Index I(n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index I(o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le maître d'ouvrage procède à un règlement sur la base de la dernière valeur d'index définitive publiée.

Le coefficient (Cn) est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité

Les index de référence choisis pour la révision de prix des travaux faisant l'objet du marché, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010
02	BT10	Index du bâtiment - Revêtements en plastiques - Base 2010
03	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
04	BT01	Indice du bâtiment - Tous corps d'état

6.3 - Répartition des dépenses communes

Afin de gérer les « dépenses communes » à engager dans le cadre des travaux de la présente opération, est mis en place un compte prorata.

Les modalités d'exécution et gestion du compte prorata sont définis à l'article 7 « organisation collective » du CCTP lot 00 « Notice Commune ».

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché (TTC).

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Cas d'une avance à 5% : L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 65) / 15.

Cas d'une avance à 30% : L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50% du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des prestations - 50) / 30.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002792300031

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

PARTIE 3. MODALITES D'EXECUTION GENERALES

10 - Délais d'exécution

10.1 Délais contractuels

Le titulaire s'engage à respecter le planning prévisionnel des travaux. Le planning notifié par ordre de service à l'issue de la période de préparation est contractuel.

Le titulaire est tenu de respecter strictement les délais contractuels. En cas de non-respect des délais contractuels, le titulaire se verra appliquer les pénalités et mesures coercitives prévues au présent CCAP.

10.2 Prolongation des délais contractuels

Suivant article 18.2 du CCAG Travaux, aucune prolongation de délai, autre que celle afférente aux intempéries, ne pourra être accordée par le maître d'ouvrage sans une demande expresse formulée par lettre recommandée au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours au plus, après événement motivant la demande de prolongation.

Les délais contractuels tiennent toujours compte du temps des fêtes légales. Un délai supplémentaire ne peut être accordé pour intempéries que pour les jours ayant fait l'objet d'une participation aux salaires d'une caisse de congés payés. Il appartient donc au titulaire de fournir toute attestation justificative, conformément aux dispositions de la loi 46.229 du 21 Octobre 1946 et de ses modificatifs éventuels.

10.3 Mesures correctives

Le titulaire est tenu, pendant le cours du déroulement du chantier, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnement nécessaires et suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'oeuvre, mettre en demeure le titulaire :

- d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier, ou dans ses ateliers ou usines,
- d'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

11- Modalités de communication entre les parties

Les prestations doivent être exécutées par une personne nommément désignée. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en informer sans délai le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au maître d'ouvrage remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 30 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information susmentionnée.

Par dérogation aux articles 3.4.3 et 50.3 du CCAG, le maître d'ouvrage peut aussi résilier le marché pour faute du titulaire (après mise en demeure restée infructueuse), en cas de désignation par celui-ci, de son propre chef et dans le délai de 30 jours, d'un remplaçant pour assurer la conduite des prestations, sans le proposer en amont au maître d'ouvrage.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage toutes les modifications importantes concernant son fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Forme des notifications et informations :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément au CCAG.

Protection des données à caractère personnel du titulaire

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

12 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le maître d'ouvrage pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement

- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

- Par dérogation à l'article 52.7.2 du CCAG travaux 2021, en cas de mandataire défaillant, les modalités de substitution prévues à l'article 52.7.2 seront mises en œuvre par le biais d'un ordre de service qui actera également la nouvelle répartition financière du marché. Si les dispositions de l'article 52.7.3 du CCAG travaux 2021, sont mises en œuvre, par dérogation à ce même article la modification du marché sera actée par le biais d'un ordre de service qui désignera la part des prestations exclues du marchés, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement réduit et le nouveau mandataire de ce groupement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

13 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

15 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

PARTIE 4. PREPARATION, COORDINATION, EXECUTION ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les conditions de préparation, coordination, exécution et achèvement des travaux sont détaillés au CCTP lot 00 "notice commune" du présent marché.

16 - Préparation - coordination et exécution des travaux

16.1 - Préparation et coordination des travaux

16.1.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché qui, conformément à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, est de 2 mois à compter du début de ce délai.

Le calendrier détaillé d'exécution fixe la période de préparation. La durée de cette période se trouve comprise dans le délai global d'exécution des travaux et ne saurait en aucune façon prolonger celui-ci.

16.1.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

16.1.3 Réunion de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier hebdomadaires ou rendez-vous particuliers provoqués par le maître d'œuvre, ou le bureau de contrôle, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour l'engager et donner sur-le-champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

Il sera établi par le maître d'œuvre à chaque rendez-vous de chantier un compte rendu comprenant ses observations éventuelles.

16.2 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

16.3 - Etudes d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

16.4 - Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

17 - Achèvement du chantier

17.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard constaté dans l'exécution de ces opérations, le titulaire se verra appliquer les pénalités de retard prévu à l'article 34 du présent CCAP.

17.2 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies au CCTP lot 00 "notice commune" du présent marché.

18 - Réception

Application de l'article 41 du CCAG Travaux.

Le titulaire avise, à la fois, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage décide, dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date du PV d'opération préalables à la réception, si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Dans le cas où certaines épreuves doivent être exécutées après une durée déterminée de service des ouvrages ou certaines périodes de l'année, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante de ces épreuves. Si de telles épreuves, exécutées pendant le délai de garantie, ne sont pas concluantes, la réception est retirée.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai d'un mois suivant la date de réception.

La levée de réserves devra être prononcée dans le mois qui suit la réception.

19 - Délai de garantie

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

PARTIE 5. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

20 - Pénalités

20.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document. Il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire. Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le cahier des charges. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, quel que soit la tâche, il est appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant hors taxes du marché (lot concerné).

20.2 - Autres pénalités spécifiques

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG-Travaux, les pénalités listées ci-après s'appliquent. Il n'est prévu aucune exonération à l'application de ces pénalités ni plafonnement. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire (sauf mention contraire ci-après).

Désignation	Pénalités forfaitaires
Absence non excusée aux réunions de chantier et coordination	200 €HT par absence
Retard supérieur à 15 mn aux réunions de chantier	50 €HT par retard
Intervention d'un sous-traitant non-agréé	1000 €HT par constatation
Non-respect des consignes relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier	1000 €HT par constatation
Retard dans la remise des documents prévus au marché	100 €HT par jour calendaire de retard (par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux)
Retard dans la levée des réserves après réception	150 €HT par jour calendaire de retard, après mise en demeure préalable
Méconnaissance par le titulaire ou son sous-traitant de la réglementation relative à la protection des données personnelles	100 € par infraction
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets	100 € par inobservation

Le titulaire est informé qu'en cas de non-respect des prescriptions en matière de sécurité, d'hygiène relatives à l'agrément et l'intervention des sous-traitants il s'expose en outre à la résiliation pour faute du marché.

Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

21 - Résiliation du contrat

21.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

21.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

22 - Règlement des litiges et langues

Seul le droit français est applicable. Les juridictions compétentes sont mentionnées à l'article précédent. La langue d'exécution du marché et de rédaction des documents est le Français. La monnaie est l'euro.

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux
Tél. : 0556993800
Fax : 0556243903
Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux
Tél. : 0555122047
Fax :
Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 6. DEROGATIONS

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 18.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 50.3 du CCAG - Travaux
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 52.7.2 du CCAG - Travaux
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG - Travaux
- L'article 20 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 20 du CCAP déroge à l'article 19.3 du CCAG - Travaux